

[LETTRES DU MONDE]

DIOGO FAIA FAGUNDES : *LES DEUX SINGULARITÉS DU BRÉSIL OU : COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?*

Diogo Faia Fagundes, étudiant de troisième cycle en philosophie du droit à l'Université de São Paulo, est membre de la *Brigade de la Longue Marche* (BLM).

La longue lettre que nous a envoyée Diogo Faia Fagundes est une analyse critique très détaillée de la situation politique au Brésil, de ses spécificités, de son histoire qu'il périodise et de l'actuel affrontement vicié entre le bolsonarisme qualifié de néofasciste et le pétisme (du nom du Parti du Travail de Lula) qui a fini par s'absorber dans l'État néo-libéral et ne se soutient plus que de l'argument défensif et donc faible de « la réaction à la réaction bolsonariste ». Il esquisse à la fin quelques raisons de croire que puisse se lever au Brésil le renouveau d'idées communistes permettant d'échapper à l'opposition parlementaire délétère entre bolsonarisme et pétisme.

La situation politique brésilienne retient l'attention de tout observateur extérieur depuis au moins une décennie. Comment le gouvernement dirigé par le Parti des Travailleurs (PT), qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, a-t-il pu être renversé si facilement par un coup d'État ? Est-il vrai que Lula, homme d'État de renommée internationale et Président le plus populaire du monde à un moment donné, a été emprisonné pour corruption ? Pourquoi l'économie prospère et prometteuse de l'un des pays considérés comme émergents a-t-elle engendré une crise économique brutale ? Comment un pays avec une gauche électorale aussi forte est-il devenu le berceau de l'un des mouvements néofascistes les plus réactionnaires au monde, dirigé par Jair Bolsonaro, probablement l'aventurier le plus grossier, le plus ignorant et le moins qualifié qui ait jamais été à la tête d'un État, quel qu'il soit ? Et, pour couronner la saga du héros racheté, comment Lula a-t-il pu revenir triomphant face à son adversaire ?

Pour comprendre ce tableau dramatique digne du mauvais cinéma, la simple anecdote journalistique ne suffit pas. Il nous faut approfondir. Mais d'abord, il faut **clarifier la situation actuelle**, marquée par un nouveau gouvernement Lula après les élections serrées de 2022.

Huit points

1

Lula n'a pas été libéré de prison à la suite d'un vaste mouvement de masse de la gauche. Les dérives judiciaires et le caractère partisan du mouvement anti-corruption qui l'a mis derrière les barreaux (opération *Lava Jato*, « *lavage express* ») étaient connues depuis longtemps. Malgré les mérites d'un courant d'opinion militant et persistant autour de la lutte pour sa liberté, l'élément décisif pour son retour dans le jeu électoral a été le changement de position d'un secteur des classes dirigeantes brésiliennes.

Après s'être lancée dans la candidature d'un dangereux aventurier, on a assisté à une prise de distance significative d'une partie de la grande bourgeoisie vis-à-vis du gouvernement de Bolsonaro lorsque celui-ci a commencé à saboter l'effort public de vaccination et à appeler son mouvement de masse à défier les institutions et à flirter avec le coup d'État. Ce côté excessif et instable du bolsonarisme a conduit à comprendre que seul Lula serait un leader populaire d'une stature suffisante pour battre Bolsonaro dans les urnes et empêcher une dégradation institutionnelle qui créerait des risques pour les entreprises de nombreuses personnes - y compris *Globo*, le plus grand groupe de médias et de "culture" du pays, un

véritable monopole, à la pointe à la fois de la campagne pour emprisonner Lula et de la bataille pour sa victoire électorale contre Bolsonaro en 2022.

2

La victoire électorale de Lula lors d'un second tour très difficile contre Bolsonaro (avec une différence de seulement deux millions de voix) a été marquée par l'extrême ampleur des alliances, symbolisée par le vice-président, Geraldo Alckmin, ancien dirigeant du PSDB (le parti qui était le principal adversaire du PT avant l'émergence de Bolsonaro) et par le rapprochement avec *Globo*. La position américaine de Joe Biden contre toute tentative de coup d'État de Bolsonaro (puisqu'il est un partisan fanatique de Trump) a également conduit l'armée à hésiter sur les plans putschistes.

Ce large arc de soutien s'est appuyé sur la disjonction "démocratie vs dictature", qui correspond à la propagande idéologique des États-Unis et de l'"Occident" à l'égard de leurs ennemis.

3

Il faut noter aussi l'**absence de programme cohérent** dans la campagne électorale. La principale émotion mobilisée par Lula, outre la crainte d'une éventuelle dictature, a été la nostalgie de ses premiers gouvernements. Pratiquement aucune proposition n'a été avancée, si ce n'est un vague appel à revenir aux bons moments, garanti non pas par un ensemble d'idées articulées, mais par la seule présence physique de Lula. Il s'agit sans aucun doute de l'élection où il y a eu le moins de débats d'idées ou de programmes d'État de la dernière République brésilienne.

4

À la tête du gouvernement, **quelles sont les initiatives du nouveau gouvernement Lula ?**

D'une part, le retour des anciennes politiques sociales, démantelées par le gouvernement Bolsonaro. L'État est en train de se reconstruire après des années de démantèlement intense.

De l'autre, le maintien de l'agenda libéral qui hégémone le pays depuis le coup d'État contre Dilma Rousseff (2015-16). Cet agenda, baptisé par le gouvernement de Michel Temer (le vice-président de Rousseff qui a pris le pouvoir après le coup d'État) comme le "Pont vers l'avenir", reste intact. Aucune des "réformes" approuvées (réforme du travail, réforme de la sécurité sociale, privatisation d'entreprises publiques telles que les raffineries Eletrobrás et Petrobrás) n'a été annulée. L'agenda économique continue sur la même voie, visant à réduire les déficits (en étant obsédé par la réduction de la dette publique), à réduire la taille de l'État-providence (les dépenses de sécurité sociale et les plannings obligatoires en matière de santé et d'éducation sont à nouveau ciblés comme des obstacles) et à attirer les investissements étrangers grâce à un bon environnement des affaires.

La première année de la nouvelle administration a été marquée par l'élaboration d'un nouveau plafond de dépenses publiques, redoublant l'engagement en faveur de l'austérité budgétaire qui a caractérisé la politique économique brésilienne depuis la crise économique du milieu de la dernière décennie.

5

L'esprit de conciliation et d'apaisement, si typique de Lula, s'est intensifié depuis sa sortie de prison. Au lieu d'un Lula plus audacieux, nous avons un gouvernement aux horizons plus reculés. Un exemple typique est la manière dont le gouvernement a traité les putschistes (à la fois ceux qui ont ouvertement tenté le coup d'État du 7 janvier 2023 et les militaires dont il a été prouvé qu'ils avaient conspiré contre les urnes et le processus électoral) : aucune sanction n'a été infligée aux militaires impliqués dans des conspirations. Elle a externalisé le contentieux politique contre les putschistes vers le judiciaire, dépolitisant la question. A contrario, par peur de la confrontation, l'administration fédérale n'a même pas fait de déclaration publique le 1er avril, date du coup d'État militaire de 1964 ! Tout en enfermant les mouvements de gauche dans la querelle de la mémoire du pays, les militaires restent libres de célébrer leur version des faits, réécrivant l'histoire à leur guise.

6

Le point précédent indique que **l'actuel gouvernement Lula suit le même scénario** que sa première victoire en 2003, lorsque, contre les attentes de la gauche, il n'a annulé aucune privatisation ni mené aucune réforme structurelle dans le pays.

Il se trouve qu'à l'époque, le mouvement néofasciste n'était pas aussi fort et mobilisé qu'aujourd'hui (avec des gouverneurs de certains des principaux États du pays, dont São Paulo, ainsi qu'une forte présence au sein du corps législatif), que la situation internationale était beaucoup plus confortable en raison de la croissance accélérée de la demande de produits de base en provenance de Chine et que le Congrès (notre parlement) n'avait pas encore acquis autant de force et d'autonomie économique qu'il en a aujourd'hui. Les divisions de la société brésilienne restent fortes, comme l'indique le faible taux d'approbation du gouvernement (35 %), qui ne lui permet pas d'espérer un retour à une période de large popularité.

7

Cette situation est préoccupante car les attentes des secteurs les plus démunis étaient grandes. Ils imaginaient une amélioration rapide de leurs conditions de vie, ce qui ne s'est pas produit et ne se produira pas. La frustration à l'égard du gouvernement - seul obstacle immédiat au retour de l'extrême droite - pourrait conduire à une situation catastrophique. Ni le gouvernement, ni les partis de gauche (devenus des appendices de l'État) ne font preuve d'initiative politique et se contentent de gérer une situation dangereuse. L'intelligentsia n'est pas critique et s'aligne généralement de manière inconditionnelle sur le gouvernement au nom de la démocratie. La peur domine les subjectivités politiques. Les partis de gauche, simples machines électorales, perdent leur capacité à formuler des stratégies ou des programmes majeurs et sont réduits à représenter au parlement les revendications des "minorités" (femmes, noirs, gays, lesbiennes, etc.) et des "droits de l'homme", de manière segmentée, sans vision globale d'une alternative à l'ordre actuel.

8

Ce qui rend encore Lula unique en tant que leader politique, ce sont ses liens avec le mouvement syndical, ses liens étroits avec la population la plus pauvre (en particulier dans le nord-est, la région la plus pauvre du pays, d'où Lula, comme de nombreux travailleurs de São Paulo, a émigré) et sa position relativement indépendante en matière de politique internationale.

Cependant, jamais auparavant le mouvement syndical brésilien n'a été aussi affaibli (la preuve en est l'échec public de l'action menée par Lula le 1er mai) tandis que les mérites en matière de politique étrangère sont plus l'effet de la rhétorique que d'une articulation cohérente dans le leadership du sous-continent. Ces qualités seraient d'ailleurs forcloses en cas de décès de Lula. Son successeur probable, Fernando Haddad (candidat en 2018, lorsque Lula ne pouvait pas se présenter), est un universitaire technocrate qui se comporte comme une caricature de ministre de l'Économie, obsédé par la réduction des dépenses, sans lien avec le monde du travail, la population la plus pauvre ou la gauche latino-américaine plus anti-impérialiste, liée à l'expérience cubaine.

•

Ces huit points donnent une image synthétique de la situation difficile du Brésil. Ils peuvent sembler excessivement pessimistes, surtout face au triomphalisme autocélébré qui a marqué la position de la gauche brésilienne, mais ils expriment une vision désenchantée de la capacité de l'État brésilien à répondre aux principaux désirs des foules, ainsi qu'à éliminer les causes structurelles qui ont généré le phénomène Bolsonaro. Contrairement à la croyance populaire, le mouvement de masse néofasciste n'est pas un simple phénomène électoral, et encore moins un phénomène temporaire.

Questions de méthode

Afin de clarifier ces raisons sous-jacentes, faisons **un survol de l'histoire récente du pays**. Cette "digression" est indispensable, car l'une des caractéristiques de la faible qualité du débat politique brésilien

est l'absence d'une vision large du passé (qui se reflète dans la vision à court terme de l'avenir). Il est donc nécessaire de mettre en évidence les tendances historiques à long terme dans la configuration de l'État et de la société brésilienne. Cependant, ces tendances - qu'elles soient économiques ou "sociales" - ne suffisent pas à élucider notre problème. Au mieux, elles peuvent fournir un cadre général pour comprendre les structures et les contraintes existantes ; au pire, elles conduisent à un déterminisme économique ou sociologique.

Deux singularités

Nous compléterons la vision des structures par une analyse des **contingences politiques de l'histoire brésilienne récente**.

À notre avis, il y a deux singularités politiques qu'il faut comprendre pour avoir une vision juste de la politique brésilienne actuelle. Toute analyse qui n'isole qu'une seule de ces deux singularités conduit à de graves erreurs d'orientation politique - la plus fréquente étant de souligner la force du bolonarisme comme une excroissance à expulser facilement, ou, à l'inverse, d'hypertrophier sa dimension, en l'interprétant comme un résultat structurel et nécessaire de la formation sociale brésilienne.

Quelles sont ces deux singularités ?

1

La première est la formation de ce que nous pouvons appeler le **"camp démocratique populaire brésilien"** à la fin des années 70 et au début des années 80, dirigé par le Parti des Travailleurs naissant, mais également marqué par d'autres forces de gauche, et résultant de grèves ouvrières, de manifestations d'étudiants, de mouvements paysans et d'une opposition frontale à la dictature militaire.

Ce groupe d'organisations politiques, des mouvements pour la santé publique (qui sont à l'origine de l'actuel système de santé unifié, un acquis de la Constitution de 1988) aux organisations pour la réforme agraire (comme le célèbre *Mouvement des sans-terre*, le MST), en passant par la réorganisation de la principale organisation étudiante du pays, détruite par la dictature, l'Union nationale des étudiants (UNE), a constitué le pôle le plus combatif de la Nouvelle République brésilienne naissante, lui conférant son caractère "social" distinctif.

Nous soulignons le fait que cela s'est produit dans un contexte mondial marqué par la crise du socialisme et du marxisme.

2

La seconde singularité politique est plus récente : il s'agit du **mouvement néo-fasciste mené par Jair Bolsonaro**. Il s'agit d'une réaction directe aux administrations du PT mais, plus largement, à l'"esprit" de la Nouvelle République, consolidée dans la Constitution de 1988 et marquée par un rejet de la dictature militaire brésilienne.

Il est également le fruit d'une **série de mouvements de masse** qui ont débuté en 2013 mais qui ont pris un caractère plus directement droitier à partir de 2015 et 2016, dans le cadre du cycle de révoltes contre Dilma Rousseff. Bien que Bolsonaro soit devenu le représentant symbolique et politique le plus éminent de ce mouvement, celui-ci ne se limite pas à lui : il existe des organisations encore vivantes aujourd'hui, comme le MBL (*Mouvement Brésil Libre*), qui sont des produits directs de ce cycle de révoltes. On pourrait schématiquement appeler ce groupe d'organisations - souvent en conflit les unes avec les autres - le camp néo-fasciste.

Quatre mouvements

L'intelligibilité de la scène politique brésilienne passe donc par ces "longs détournements" à travers la naissance, la consolidation et la crise de la Nouvelle République, dans laquelle se distinguent deux corps politiques : le pétisme et l'antipétisme. Rien n'est plus dommageable dans l'analyse de la situation brésilienne que d'isoler Bolsonaro de son rôle éminemment réactif, totalement dépendant des conséquences des événements qui ont scellé le sort final de la dictature militaire.

On distinguera :

- I. les grandes tendances de la formation et de la consolidation de l'**État brésilien** (entendu au sens large) ;

- II. les grandes tendances de **la Nouvelle République** (1985 à nos jours), après la fin de la dictature militaire ;
- III. une analyse de la formation et de la consolidation de la première singularité brésilienne (**le camp de la démocratie populaire**) depuis son émergence jusqu'à son état actuel ;
- IV. une analyse du **camp néo-fasciste**, à partir de la crise de la Nouvelle République et en antagonisme direct avec le camp de la démocratie populaire. Au terme de ce parcours, nous serons en mesure de fournir quelques modestes orientations, basées sur un travail politique actuel et le bilan de cette période historique.

I - Tendances dans l'histoire de l'État brésilien

Nous nous contenterons ici d'énumérer quelques thèses. Préciser ces tendances est un impératif pour tout travail politique contemporain. L'un des "obstacles épistémologiques" essentiels de la politique brésilienne - y compris chez les communistes - consiste en l'absence d'une vision historique large du pays lui-même et en l'absorption des tâches dans l'immédiateté la plus pragmatique et la plus médiocre.

Cinq faits fondamentaux

Énumérons cinq faits fondamentaux pour comprendre le pays.

1. L'absence de résolution de la question agraire

Le pays, fondé sur **les latifundia de la monoculture d'exportation**, n'a jamais connu de réforme agraire digne de ce nom, comparable à celle des pays européens ou des États-Unis, du Japon, de la Corée du Sud (sans parler des exemples des pays socialistes). Même lorsque des réformes importantes ont intégré les travailleurs urbains (par exemple, après la "révolution de 1930"), rien de semblable n'a été fait dans les campagnes.

L'une des "réformes de base" essentielles du programme de João Goulart a été empêchée par un coup d'État militaire en 1964. L'agro-industrie brésilienne actuelle - l'une des principales forces économiques du pays - est le résultat direct de la "modernisation par le haut" menée par la dictature militaire, qui a réformé les anciennes latifundia par le biais d'entreprises publiques telles que l'Embrapa, avec un crédit agricole abondant et des subventions. Il en a résulté une concentration extrême des terres (qui explique la force du mouvement des sans-terre même après l'urbanisation du pays), un exode urbain immense et chaotique (avec la formation de grands bidonvilles et d'autres aberrations urbaines), l'inexistence d'un marché intérieur populaire et de masse comme levier de l'accumulation capitaliste et la dépendance à l'égard de l'exportation de produits agricoles sur le marché mondial.

2. L'absence de grands repères nationaux

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, qui comptent des héros de guerres d'indépendance bien reconnus par la population (comme Simón Bolívar et San Martín) ou des repères historiques forts (la révolution mexicaine de 1910), **il existe peu de symboles historiques** capables de fournir la base d'un sentiment national fort.

Notre indépendance, malgré des luttes importantes, notamment à Bahia, a été menée par un Portugais membre de la famille royale et notre transition vers la République n'a été qu'un coup d'État militaire. La construction d'un projet d'État national est extrêmement récente, puisqu'elle remonte aux années Vargas, à partir de 1930. Cela explique **le rôle très important du football et de la musique populaire** (à partir des années 1950) dans la formation de notre culture nationale.

Le manque de conscience nationale génère des phénomènes idéologiques importants, notamment ce que nous appelons le "*vira-latismo*" : un mépris pour le pays et son peuple, dans la croyance que tout ce qui vient de l'extérieur est supérieur. L'une des variantes les plus courantes et les plus répandues de ce phénomène, y compris parmi l'intelligentsia, est la croyance que le problème du pays ne réside pas dans le capitalisme ou la dépendance à l'égard de l'impérialisme, mais dans le caractère corrompu, paresseux et malicieux du peuple brésilien, ou dans un "patrimonialisme" résultant du manque de modernisation de nos élites politiques et de l'hypertrophie de l'État.

Un autre effet est la tentative constante d'appliquer des modèles étrangers comme solutions *ad hoc* : ainsi, pendant la monarchie, le système français a été copié, et plus tard, avec la République, cela a été le tour du modèle nord-américain.

Notons qu'il existe une réelle différence avec les autres pays du BRICS : ainsi, alors que l'Iran, la Chine, la Russie et le monde islamique ont des cultures et des civilisations millénaires - ce qui leur permet d'avoir des projets d'autonomie plus cohérents - le Brésil manque d'une grande vision stratégique.

Il faut cependant souligner **les séquences qui ont marqué une autre idée du pays** : les révoltes populaires des années 1910 et 1920 - avec le "tenentisme" ¹, l'art moderne brésilien, l'impact du mouvement ouvrier - qui ont marqué la fin de la Vieille République oligarchique ; et la lutte pour les "réformes de base" tout au long des années 1950 et 1960, avec un rôle actif des communistes et des secteurs populaires - en particulier la création de Petrobrás. Ce mouvement a été interrompu par le coup d'État militaire de 1964.

3. Le grand rôle des militaires et des bachareis ²

Au Brésil, deux corporations ont historiquement eu un poids disproportionné par rapport au reste de l'appareil d'État, même aujourd'hui : **l'armée et le pouvoir judiciaire**. La République a été fondée sur la base d'une alliance entre ces deux strates.

La formation des élites politiques, mais aussi d'une bonne partie de la colonne vertébrale de l'État, l'intelligentsia (y compris la philosophie) et les lettrés, provient des facultés de droit ou de l'armée. Outre les conséquences idéologiques (valorisation de l'érudition superficielle, "béletrisme" dilettante et de mauvais goût, formalisme idéaliste et conservateur), nous en subissons les effets amers dans la vie quotidienne : le système judiciaire le plus cher et le plus inefficace du monde, un énorme sentiment de caste parmi les membres de ces corporations, qui leur confère un "rôle modérateur" dans les moments de crise politique.

Rappelons que les militaires ont soutenu (sous la forme d'une menace du commandant de l'armée !) l'arrestation de Lula et ont formé l'essentiel de la composition du gouvernement Bolsonaro, y compris le désastreux ministère de la Santé au milieu du chaos de la pandémie, tout comme les juges de la Cour suprême (STF) ont acquis un rôle politique hypertrophié, décidant des grandes questions du pays dans leurs bureaux, sous une façade "neutre". Aujourd'hui, la population connaît les noms des juges de la STF plus que celui des principaux membres du Congrès !

4. La capacité d'adaptation des classes dirigeantes

Contrairement à ce que dit un mythe popularisé sur notre histoire, **le peuple brésilien n'est pas foncièrement pacifique et résigné**, et encore moins doté d'une "âme cordiale" qui l'empêcherait de désirer et de combattre les ruptures. Cependant, il faut reconnaître que l'histoire nationale est marquée par des pactes et des transitions négociés afin d'éviter toute transformation véritablement structurelle.

La capacité d'adaptation, véritable caméléon, des représentants des classes dirigeantes est vraiment impressionnante. La maxime du prince Falconeri dans *Le Léopard* ("*tout doit changer pour que tout reste comme avant*") n'a peut-être nulle part ailleurs dans le monde une telle résonance. La dictature militaire elle-même, contrairement à d'autres pays du sous-continent, n'a pas été exactement vaincue : les militaires ont négocié une transition lente, graduelle et sûre vers un nouveau régime politique dans lequel ils ne couraient pas le risque de voir leurs crimes punis. Notre premier président après la dictature militaire (José Sarney) était un président issu du parti qui soutenait le régime militaire (Arena) ! Cette caractéristique explique que **le pays n'a jamais réglé ses comptes avec les tragédies de son histoire**.

5. Le rôle de l'esclavage

La longue période de l'esclavage a non seulement laissé de profondes cicatrices dans la population noire, par le biais d'un racisme persistant (bien que plus "voilé" qu'aux États-Unis), qui se manifeste principalement dans les actions violentes de la police dans les périphéries brésiliennes et les favelas, mais elle a également érigé en dogme la répudiation du travail manuel : il existe un véritable mépris pour les emplois considérés comme inférieurs, qui se réfèrent à des activités manuelles nécessitant un effort physique.

¹ Mouvement politico-militaire de jeunes officiers brésiliens dans les années 20.

² Bacheliers en droit qui faisaient partie d'une minorité de brésiliens ayant reçu une formation supérieure et occupant une place importante dans l'appareil d'État

Cette séparation nette entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, est très prononcée dans la société brésilienne de sorte que non seulement l'**apartheid social** est très visible, mais il existe aussi des préjugés persistants et des attitudes mentales visant à inférioriser ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire ou qui ne travaillent pas dans des professions "managériales".

II - Les tendances de la Nouvelle République (1985- ?)

Depuis les mouvements populaires qui ont entamé la dernière période de la dictature à la fin des années 1970 et qui ont formé ce que nous analyserons plus tard comme le "camp populaire-démocratique", une transition s'est amorcée dans l'État brésilien, marquée par la capacité des dirigeants de la dictature militaire à quitter la scène sans avoir à payer pour leurs crimes.

Le résultat du consensus post-dictature a été cristallisé dans la **Constitution de 1988**, un document fortement programmatique, basé sur l'idéal social-démocrate d'un État-providence. Bien que la gauche ait été minoritaire dans la composition de l'Assemblée nationale constituante - le PT n'avait que 16 députés, par exemple - le climat politique du pays a été marqué par la montée des mouvements populaires, une forte prédominance des idées de gauche dans l'opinion publique et un rejet de l'héritage de la dictature militaire. Pendant longtemps, il n'y a pas eu de droite "fière" dans le pays : les partis issus de la dictature militaire ne se sont pas défendus d'être de droite. Au contraire, ils ont même essayé de s'approprier des symboles ou des noms du camp adverse. Ainsi, l'un des partis héritiers de la dictature s'appelait le Parti progressiste (PP) !

Cette situation a perduré jusqu'en 2015, avec le **coup d'État** qui a donné le pouvoir à une droite marquée par des mobilisations de rue et des organisations viscéralement anti-rouges. En 2018, elle a été définitivement enterrée avec l'élection de Jair Bolsonaro. Aujourd'hui, elle tente de se reconstruire, sous le bâton symbolique de deux figures qui se sont présentées aux élections pour des partis opposés (Lula et Alckmin), sous le slogan "*Union et reconstruction*".

Le **consensus anti-dictature** s'est surtout manifesté par une forte focalisation sur la "question sociale" : politiques de transfert de revenus pour les plus pauvres (la plus célèbre étant la *Bolsa Família*, inaugurée en 2003), universalisation de l'éducation de base, consolidation du système de santé unifié, prévu par la Constitution, expansion de l'enseignement supérieur, sécurité sociale sans précédent pour la population rurale, liaison des prestations de sécurité sociale au salaire minimum, etc.

Mais ce consensus s'articule aussi autour du rejet de la rhétorique du "grand Brésil" de la dictature militaire et de ses projets économiques étatistes et "autarciques". En général, la "question nationale" et le thème du développement industriel accéléré dirigé par l'État, si présents au Brésil des années 1930 aux années 1980, ont été abandonnés avec la Nouvelle République. Il en est résulté une combinaison de libéralisation économique - conforme à la mondialisation des années 1990 - et de politiques sociales, ainsi qu'une préoccupation (du moins dans le discours public, puisque la violence policière ne s'arrête jamais...) pour les droits de l'homme, la diversité et l'inclusion dans la citoyenneté.

L'**horizon social-libéral et l'idéologie des droits de l'homme** ont constitué le mortier idéologique qui, malgré les différences, a consolidé le noyau politique "modernisateur" du pays, symbolisé par le duo PT et PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), qui a dominé et polarisé la scène électorale lors des élections présidentielles de 1994 à 2018. Au fil du temps, le PSDB s'est éloigné de ses origines de "centre-gauche" et a fait appel à des discours conservateurs contre la domination du PT dans les années 2000, mais il est vrai que tout cela s'inscrivait toujours dans le même consensus.

Au fil du temps, la Nouvelle République a montré des signes d'épuisement et d'incapacité à fournir l'État-providence européen promis, en raison de tendances qui convergent vers un résultat que nous pouvons résumer en une phrase : un retour à l'Ancienne République (1888-1930).

L'**Ancienne République** a été une période où des oligarchies politiques régionales dirigeaient un pays sans intégration ni vision nationale. Il s'agissait avant tout d'exporter du café et d'assurer la continuité d'un ensemble de forces politiques régionales qui dépendaient de l'agriculture d'exportation. Bien qu'il soit exagéré de traiter le Brésil d'aujourd'hui en ces termes, le fait est que la Nouvelle République est devenue une promesse vide en raison de phénomènes tels que la désindustrialisation précoce (qui a gravement affecté la création d'emplois de qualité et la qualité de vie dans les centres urbains) et la spécialisation de l'économie autour du modèle agro-exportateur, basé sur le soja, le minerai de fer et

d'autres produits bruts, qui sont peu transformés industriellement. L'agro-industrie est devenue le secteur le plus dynamique et le plus productif de l'économie nationale en même temps qu'elle a favorisé (et favorise encore) les régions du pays les plus fortement pro-Bolsonaro. La dynamique de l'agro-industrie a de plus en plus contribué au renforcement de l'extrême droite, en plus de la déforestation et de la destruction de l'environnement associées à l'expansion de la frontière agricole et de l'exploitation minière.

Tendances structurelles

Outre la désindustrialisation accélérée, qui fait que le pays n'est plus le "pays émergent" le plus prometteur (comme il l'était au siècle dernier), remplacé par le dynamisme industriel des Asiatiques (y compris maintenant le Vietnam) et le renforcement des tendances agraires-exportatrices, tous deux à l'origine de divers problèmes sociaux et politiques actuels, il faut considérer les tendances structurelles de ce cycle de l'État brésilien.

1. L'étatisation de la gauche et la perte de dynamisme des mouvements sociaux

Il n'existe plus de partis de gauche électoralement viables et indépendants de l'État ou des grandes entreprises. **Le PT est devenu un appendice de l'État** et ne se préoccupe plus des grandes questions stratégiques et programmatiques, comme il le faisait autrefois. Ses principaux dirigeants ne sont pas des leaders de masse, mais des gestionnaires ou des bureaucrates. Sa dépendance à l'égard du marketing électoral et de l'argent des grands oligopoles privés (banques, entrepreneurs) a donné lieu à d'importants scandales de corruption. L'orientation électorale a drainé tous les cadres du parti vers la bureaucratie de l'État.

Les mouvements sociaux les plus puissants ont perdu leur élan et sont devenus totalement otages des gouvernements du PT. Les banlieues des grandes villes ont été abandonnées et laissées à l'action du crime organisé et au travail des églises protestantes conservatrices. L'attraction exercée par le PT dans le passé, découlant de sa nouveauté et de son opposition à la politique traditionnelle, a complètement disparu.

2. Un environnement intellectuel de plus en plus à droite

Alors qu'à l'apogée du Parti communiste brésilien, du milieu des années 40 aux années 60, et même pendant la dure période de répression de la dictature militaire, il y avait une prédominance d'intellectuels progressistes dans l'édition et la culture brésilienne, **la Nouvelle République** a connu le curieux phénomène d'une gauche toujours plus forte électoralement et toujours plus faible dans les débats d'opinion et dans l'influence culturelle.

Si les intellectuels de gauche sont encore nombreux, ils sont de plus en plus confinés dans leurs domaines de spécialisation ou dans les murs de leur université. Les grands phénomènes éditoriaux **depuis les années 1990** reposent sur des noms ultra-conservateurs (comme le "philosophe" Olavo de Carvalho, grand succès médiatique puis "gourou" de Bolsonaro) et des journalistes et faiseurs d'opinion vocalisant un anticommunisme caricatural et dépassé. Symbole en est le magazine *Veja*, premier hebdomadaire du pays, qui se distingue de plus en plus par son opposition radicale à tout ce qui peut ressembler à une once de progressisme.

3. La croissance des églises pentecôtistes et néo-pentecôtistes

Fortement liée aux églises nord-américaines, la présence de grandes églises pentecôtistes dans le pays a connu une croissance fulgurante depuis les années 1980. Avec la connivence des pouvoirs publics (y compris de la gauche), ces groupes, dominés par des mafieux sans scrupules, ont une envergure commerciale, marquée par de lourds investissements dans la publicité, les réseaux de télévision et de radio. Ils sont guidés par des théologies qui valorisent l'enrichissement privé (**la "théologie de la prospérité"**) et la croissance politique contre l'État séculier (**la "théologie de la domination"**), basées sur des thèmes tirés principalement des aspects les plus moralisateurs de l'Ancien Testament. Ils élisent de nombreux députés et ont un projet politique ouvertement fondé sur des préceptes bibliques.

Leur expansion dans les périphéries brésiliennes, par le biais de l'assistance sociale et même des services de santé (dans le traitement des toxicomanes) contractés par l'État, a modifié le paysage politique et religieux du pays, qui cessera bientôt d'être majoritairement catholique. S'il y avait auparavant les communautés ecclésiales de base de l'Église catholique, liées à **la théologie de la libération** et au PT, il

y a maintenant des églises qui élisent des dirigeants d'extrême droite et qui ont été directement liées au phénomène Bolsonaro.

4. La dégradation des cadres politiques

À chaque élection dans le pays, nous entendons le même mantra : *"nous avons le pire Congrès de tous les temps"*. Et la situation a toujours tendance à empirer. Les anciennes oligarchies traditionnelles ont été remplacées par des lumpens politiques préoccupés uniquement par l'obtention d'un soutien sur les réseaux sociaux à l'aide des moyens les plus sensationnels.

Une prédominance de policiers et de militaires promettant un *"law and order"* à l'américaine, des conservateurs religieux cherchant à s'attaquer aux droits des femmes ou des homosexuels, des icônes des médias sociaux formant des clans fanatiques marqués par une relation de dévotion typique des fans de football, une hyper-idéologisation des débats publics (un conseiller municipal de Rio de Janeiro, fils de Jair Bolsonaro, a tenté d'interdire les plats végétariens à l'école parce qu'ils étaient de gauche...) et **une logique de guerre tribale**, totalement dépolitisée, mais très agitée idéologiquement, générant un sentiment croissant d'usure et de manque de sérieux des cadres politiques du pays.

En effet, les décisions essentielles ne sont jamais réfléchies et décidées par le Parlement - qui a cessé d'être le lieu essentiel des oligarchies pour devenir un simple cirque et une source de divertissement pour les réseaux sociaux - qui se contente d'entériner (après avoir débloqué de l'argent) les projets imaginés par les économistes des marchés financiers, les technocrates ou les agents des médias.

5. La fin de toute trace de "bourgeoisie nationale"

Dans les années nationalo-développementistes (30-80) du siècle dernier, on parlait beaucoup d'un secteur bourgeois intéressé par le développement du marché intérieur, les travaux d'infrastructure publique, la nationalisation de l'économie, les entreprises d'État, etc.

Aujourd'hui, **la domination du secteur financier** sur l'ensemble de l'économie (y compris les secteurs "industriels") est presque totale, c'est-à-dire que tous les grands capitalistes font partie de la bourgeoisie compradore ! Les leaders politiques liés à un "capitalisme national", comme Ciro Gomes, prêchent seuls dans le désert. La puissance des oligarchies financières est telle qu'il est pratiquement inutile de parler de "classes dirigeantes" : à proprement parler, personne ne dirige la nation, puisqu'il n'y a qu'un groupe de cosmopolites sans responsabilité ni attache territoriale.

•

Tout cela constitue un scénario marqué par l'avitissement idéologique, la dégradation institutionnelle, la violence rurale et urbaine (nos périphéries sont le théâtre de factions criminelles occidentales et d'un terrorisme policier, parfois mélangés sous forme de "milices") et l'effacement de tout horizon d'avenir. S'il est faux de réduire la montée et la force de l'extrême droite à ce seul cadre structurel, il faut souligner les tendances structurelles qui, en dépit d'avancées sociales indéniables, ont généré l'atmosphère politique favorable aux monstres.

Nous pourrions également la décrire synthétiquement comme **une américanisation du système politique brésilien** : prédominance croissante du marketing, du lobbying et de l'argent dans la vie politique ; "guerres culturelles" idiotes visant des clientèles électorales tribales ; télévangélisme obscurantiste ; discours militariste de "l'ordre public" contraire à la loi, avec le droit d'adorer les solutions individuelles contre le crime - c'est-à-dire l'encouragement à l'armement privé ; même l'adhésion messianique à l'État d'Israël (confondu avec l'Israël biblique, par les groupes pentecôtistes), auparavant inexistante ou résiduelle, en est venue à constituer une partie importante du répertoire politique habituel du pays...

III - La première singularité : l'émergence et l'histoire du "camp démocratique populaire".

À la fin des années 1970, des événements politiques ont permis l'émergence de nouvelles forces politiques. L'impulsion initiale est venue en grande partie d'un mouvement étudiant très politisé, avec une forte présence d'organisations communistes, trotskistes, maoïstes, etc. Ces tendances étudiantes étaient en général le processus d'une longue décantation préparée depuis longtemps par les groupes

de gauche, généralement marxistes, qui ont privilégié le travail de masse après la défaite de la lutte armée : l'Action populaire marxiste-léniniste, le Mouvement pour l'émancipation du prolétariat, les groupements communistes (PCB, PCdoB, MR8), les différents groupes trotskistes, Polop....

Ces groupes ont mené un **travail de terrain sur plusieurs fronts** : mouvements de quartier (pour le logement, l'hygiène, les transports, etc.), mouvements contre la famine (c'est-à-dire contre la cherté de la vie) et mouvements d'éducation populaire. Il est important de préciser qu'une partie importante de ce travail s'est déroulée au sein d'organisations catholiques, marquées à l'époque par leur adhésion aux idées progressistes.

La renaissance du mouvement étudiant a été le coup d'envoi - comme c'est généralement le cas - qui a précédé la renaissance du mouvement ouvrier, à travers des grèves qui dépassaient le simple cadre économique, avec une grande adhésion et des méthodes radicales. Il s'agissait d'un phénomène unique : alors que l'on parlait de la crise du marxisme et de la crise du mouvement ouvrier en Europe, un mouvement ouvrier classique signalait les dernières années de la dictature militaire brésilienne !

Il convient également de noter la grande force de la gauche dans la vie intellectuelle et culturelle brésilienne, de sorte que certains des principaux auteurs de telenovelas (le plus grand phénomène culturel de la société brésilienne) sont issus du mouvement communiste. La collection populaire "*Grands scientifiques sociaux*" de l'une des principales maisons d'édition éducatives du pays, qui vise à initier les étudiants aux classiques des "sciences humaines", en est un bon exemple. Parmi les noms traditionnels, on trouve, outre Marx et Engels, rien moins que Lénine, Mao, Trotski, Staline et Che Guevara !

C'est dans **ce chaudron** que la vie politique du pays a été véritablement réorganisée, une grande partie de ce militantisme et de ces mouvements se retrouvant dans la grande innovation organisationnelle de l'époque : le Parti des travailleurs. Au milieu de grands débats et controverses, le parti, dirigé par le syndicaliste Lula, est parvenu, grâce à son caractère fédérateur de divers mouvements et groupements (souvent clandestins et même armés), à rassembler une grande partie de la poussée sociale de l'époque. Nous ne voulons pas nier le rôle d'autres partis et groupes, y compris le PDT de Leonel Brizola (un leader important des années 1960 qui était revenu d'exil), mais nous voulons souligner que le PT n'était pas seulement le plus récent et le plus jeune, mais aussi le plus radical (en général, les partis plus traditionnels, comme le PCB, se méfiaient d'un mouvement populaire pouvant dépasser le cadre du "front démocratique" avec la bourgeoisie libérale anti-dictature) et engagé dans le nouveau mouvement ouvrier et populaire, tout en étant plus flexible pour accueillir ceux qui n'étaient pas aussi engagés dans les organisations existantes.

Il n'est pas question ici de retracer l'histoire du PT, et encore moins de répéter la mythologie que le parti lui-même raconte pour légitimer sa nouveauté radicale (nous verrons qu'une grande partie de la "nouveauté" du PT est morte sur la plage ou n'a pas passé l'épreuve de l'histoire), mais il importe que, depuis au moins 1989, cette organisation ait galvanisé le leadership pratiquement incontesté de la gauche brésilienne. Les autres partis n'ont réussi à être des alternatives qu'au niveau régional (comme le PDT à Rio de Janeiro) et ont consciemment joué un rôle de subordination et de soutien à un bloc de forces dirigé par le PT - comme dans le cas du PCdoB, un parti avec une "ligne albanaise" qui, initialement assez sectaire contre le PT, est rapidement devenu son allié le plus fidèle.

D'abord marqué par une très forte orientation "ouvriériste", **le parti devient très vite une formation nationale**, regroupant des secteurs populaires de l'Église catholique engagés dans le travail populaire à la campagne et dans les quartiers périphériques. En tenant compte de la multiplicité des tendances idéologiques au sein du parti - notamment la forte présence de trotskistes - il se présente comme une alternative à la fois à la social-démocratie et au travaillisme varguiste (fort dans les années 1950 et 1960 et représenté par Brizola) et au communisme (associé à l'autoritarisme). Dans le contexte brésilien de la lutte contre la dictature, la qualité "démocratique" était fortement soulignée, tant d'un point de vue idéologique (critique du stalinisme, du maoïsme ou du castrisme) que de l'organisation interne, avec un fort accent "basiste" (structures horizontales, dirigeants élus par la base, etc.).

Une conception tout à fait classique du parti domine : il serait un représentant de la classe ouvrière et de ses alliés (paysannerie, petite bourgeoisie, etc.), capable de donner un projet politique sur l'État (en gagnant les élections) aux multiples mouvements sociaux (le nouveau syndicalisme, le mouvement étudiant, le mouvement paysan, le mouvement pour le logement, etc.). Cette configuration, toujours en vigueur aujourd'hui, est appelée "camp de la démocratie populaire". Elle a permis au thème du "parti de la classe ouvrière" et de la lutte des classes (bien que sur un ton réformiste et sans jamais viser quelque chose comme une dictature du prolétariat) de rester en vigueur même avec l'effondrement du

socialisme réel et la fin de ces représentations en Europe occidentale, qui a connu la fin du "classisme" dans le discours politique tout au long des années 80 et 90.



Périodisons l'évolution politique du « camp démocratique et populaire, principal phénomène politique au Brésil pendant la Nouvelle République, selon l'objectif du Parti.

Pour cela, nous avons identifié cinq phases.

1) Phase antimonopoliste, anti-impérialiste, anti-proprétaire (87-94)

C'est la période la plus "marxiste" du Parti, dans laquelle les influences de la terminologie et des points de vue classiques de la gauche sont clairement plus nombreuses. Le document clé est la fameuse orientation stratégique établie lors de la cinquième réunion du Parti (en 1987) - à ce jour le document stratégique le plus soigné jamais produit par le Parti - qui peut être résumée comme **une mise à jour de la "stratégie chilienne" vers le socialisme**, un "socialisme démocratique" par le biais de victoires électorales accompagnées de vastes mouvements de masse visant à réformer la structure de la propriété et du pouvoir (réforme agraire, réforme urbaine, lutte contre les monopoles privés, démocratisation des médias, nationalisation du système financier...). Sa matérialisation la plus réussie a été l'impressionnante campagne de Lula en 1989, au cours de laquelle le Parti s'est consolidé en tant que leader de la gauche.

2) Phase de l'anti-néolibéralisme (95-2002)

À partir de 1995, suite à la défaite électorale au premier tour en 1994, on assiste à un "aggiornamento", dans lequel la figure de José Dirceu (ancien militant de la lutte armée, fortement lié à Cuba) joue un rôle important. Il ne s'agit plus de s'attaquer aux fondements du capitalisme dépendant et autoritaire brésilien, mais de construire une coalition contre le néolibéralisme, cette variante du capitalisme marquée par les privatisations, la faiblesse des investissements publics et la domination de la finance. Bref, de générer un "capitalisme productif", en alliance avec les groupes industriels qui s'opposent au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC), parce qu'il est allé trop loin dans l'ouverture commerciale, la désindustrialisation et la dénationalisation.

Il s'agissait d'un **retour à un thème classique de la gauche brésilienne**, très influent dans les formulations de l'ancien PCB : il faut soutenir un capitalisme pro-développement et pro-nation contre un capitalisme servile. Avec cette ligne, le Parti maintenait toujours une opposition apparente à l'ordre et mobilisait une alliance pour la "production" contre les secteurs rentiers et prédateurs.

3) Phase de la lutte contre la pauvreté (2003-2015)

Bien que la ligne anti-néolibérale ait été la clé du discours pendant les années d'opposition à FHC et la campagne victorieuse de 2002, dans la pratique, lorsque le Parti est arrivé au pouvoir, il y a eu un nouveau changement. Cela s'est traduit par **un nouveau repli** : désormais, même le "marché financier" et les "rentiers", considérés comme les méchants du développement, faisaient partie de l'alliance, puisque l'objectif principal était simplement de réduire l'extrême pauvreté et la misère. La politique économique se poursuivait sous la houlette du "marché" et des néolibéraux, à condition qu'elle permette la réalisation des politiques sociales contre la faim et les autres maux. C'est **la victoire du social-libéralisme**.

Cette ligne sociale-libérale s'est infléchie vers la gauche après 2006, avec le changement du ministère des finances. Tout en maintenant la politique de ne pas annuler les privatisations du gouvernement précédent, ainsi que la politique pro-finance de la Banque centrale, l'accent a été mis davantage sur :

- a. la croissance réelle du salaire minimum ;
- b. la croissance des entreprises d'État et des banques publiques, y compris les politiques de crédit subventionné et de contenu national.

Ces deux facteurs, qui renforcent les positions du "capitalisme d'État" dans l'économie, en particulier Petrobras, ainsi qu'un faible taux de chômage et des salaires en hausse (augmentant plus que la productivité et réduisant la rentabilité des entreprises), combinés à une politique étrangère indépendante

en faveur de l'unité sud-américaine (attaquée par les médias comme "tiers-mondiste"), ainsi qu'à la méfiance à l'égard des mouvements sociaux, ont suffi à susciter l'antagonisme de la droite. Oui, **c'est la droite qui a repolitisé le pays**, ramenant l'antagonisme ! Dans ce contexte, nous avons le coup d'État, fomenté depuis la victoire de Dilma fin 2014, matérialisé par de grands mouvements de masse au contenu très réactionnaire.

L'idée des leaders des manifestations (l'oligopole de la presse et le PSDB) était d'utiliser les manifestations contre la corruption, en profitant de la crise économique, pour reprendre le contrôle du gouvernement. Ils étaient loin de se douter qu'en mobilisant des masses de la classe moyenne anti-protestatrice, ils alimentaient un fascisme résurgent qui allait les dévorer... Ils ont abattu l'arbre même sur lequel ils se trouvaient.

4) Phase anti-coup d'État (2015-22)

Les années qui ont suivi le coup d'État et l'emprisonnement de Lula ont été marquées par une intense re-politisation du PT, qui a renoué avec un discours plus militant et combatif. Il a même flirté avec l'idée d'un "retour aux sources". En général, ces années ont vu l'attraction de nouveaux militants et le retour d'anciens. Même les partis qui étaient apparus comme une scission en raison de l'orientation sociale-libérale du gouvernement (comme dans le cas du Parti Socialisme et Liberté, PSOL), se sont rapprochés de leur base d'origine.

Le retour à une pratique d'antagonisme avec la droite et les persécutions subies par le camp populaire ont eu pour effet d'aérer l'atmosphère et de donner un air radical et antisystème au camp de la démocratie populaire. Il a aussi eu pour effet de générer des illusions sur une prétendue radicalisation et un "virage à gauche" du parti et de Lula, ce qui s'est avéré très frustrant pour certains quand, une fois de plus à la tête de l'État, le seul virage a été dans la direction opposée - un nouvel abaissement des perspectives...

5) Phase de l'antifascisme (2022-....)

La lutte contre Bolsonaro marque la dernière étape de l'évolution du PT qui, à l'exception du bref intérim anti-coup d'État, a eu un *telos* très clair et prévisible pour beaucoup : modération constante et adaptation à l'ordre, au point que l'ordre lui-même et le PT ont été confondus, ce qui explique pourquoi Lula a été libéré et défendu par ses anciens bourreaux.

La lutte contre Bolsonaro a servi à justifier **un large front démocratique**, incluant même Rede Globo et les anciens putschistes. Il ne s'agit plus de promouvoir des réformes ou même des changements, mais de revenir au *statu quo ante* : l'ordre démocratique cristallisé en 1988, l'esprit du "pacte social" du consensus post-dictature. Un discours rigoureusement conservateur, voire réparateur, au sens propre du terme, face au harcèlement fasciste. Le problème : les symptômes sociaux et politiques sont non seulement présents, mais tendent à s'aggraver....

•

Il s'agit donc d'une trajectoire typique des partis sociaux-démocrates ou même du communisme réformiste d'après-guerre (à la différence que ce dernier n'a pas eu l'occasion de prendre la tête du gouvernement...), qui nous amène néanmoins à tirer des leçons. La pire erreur serait d'ignorer complètement l'expérience, comme le PT lui-même l'a fait avec arrogance dans ses années d'émergence, lorsqu'il s'est proclamé le dépassement total des erreurs de la gauche précédente...

Quatre éléments constitutifs de toute politique

Afin de rassembler les éléments d'une évaluation plus cohérente, il convient d'analyser la manière dont le camp démocratique de base a traité les quatre éléments constitutifs de toute politique : l'idéologie, l'organisation, les mouvements et la relation avec l'État.

L'idéologie

En termes d'idéologie, le PT était guidé par un "socialisme démocratique" générique, toujours très vague. Les nombreuses tendances politiques marxistes qui ont agité le parti au fil du temps ne sont devenues, à de rares exceptions près, que des bases pour les dirigeants ou les parlementaires, afin de gagner du terrain dans la dispute interne. La capacité de formulation politique et d'élaboration collective de la stratégie a atteint son apogée en 1987 (ce qui est encore vu avec beaucoup de nostalgie par des secteurs de la gauche du Parti), lorsqu'il y avait encore une forte présence de dirigeants d'origine communiste dans la direction politique. Avec le renouvellement des cadres par une génération plus jeune, moins formée aux affrontements politiques et à la culture politique antérieure, le niveau idéologique s'est abaissé, ce à quoi la dépendance croissante à l'égard de l'État et des grands appareils n'a fait que contribuer. En général, le parti n'est plus aujourd'hui qu'une courroie de transmission pour le gouvernement. Les principales décisions et formulations n'ont pas lieu dans ses rangs.

Soulignons **la faiblesse idéologique du PT** par rapport à d'autres groupes de gauche. Le PCB, principal parti de gauche avant le PT, était connu par un grand nombre de publications, des quotidiens de masse aux interventions dans le cinéma et la culture. Le PT ne se s'est jamais approché de cela, même à ses meilleurs moments. Le parti était capable de rassembler un grand nombre d'intellectuels, mais ceux-ci travaillaient généralement de manière isolée et se concentraient sur le monde universitaire, sans aucune structure collective au niveau du parti. Pour défendre son point de vue, le Parti n'a même jamais eu son propre journal national !

La différence avec les autres grands partis de gauche occidentaux, tels que le parti communiste italien ou la social-démocratie allemande d'origine, est énorme. Peut-être en partie à cause d'un certain "ouvriérisme" syndicaliste présent chez Lula, y compris un certain anti-intellectualisme, ou même une tendance à éviter les discussions idéologiques de peur de perdre le "contrôle", le fait est que cette incapacité à créer ses propres moyens de communication et de formation a été fatale pour le PT.

Enfin, dans ce contexte, deux choses doivent être soulignées :

- **l'énorme confusion autour de la "démocratie"**, un mot très présent dans le lexique du PT, qui sert à la fois à faire l'éloge des institutions bourgeoises et des organisations de masse, a empêché le parti de créer des anticorps contre l'adaptation au jeu électoral et parlementaire ;
- **la mauvaise vision de l'expérience soviétique**, basée sur une dichotomie libérale entre "autoritarisme et liberté", a empêché le Parti de répéter les erreurs de la social-démocratie. Preuve qu'une évaluation erronée et confuse de l'expérience passée, faite avec des catégories et des cadres de pensée empruntés à l'ennemi, peut être confortable momentanément mais générer de graves problèmes à l'avenir...

L'organisation

Dans le domaine organisationnel, toutes les innovations supposées radicales des premières années (groupes de base actifs, bases qui contrôlent la direction, horizontalisme...) ont été perdues.

La verticalisation des décisions, ainsi que le "culte de la personnalité" autour de la figure de Lula, sont beaucoup plus intenses que dans les expériences autrefois critiquées (Luiz Carlos Prestes au PCB).

L'expérience des diverses tendances idéologiques, au lieu de renouveler le parti pour de nouvelles synthèses politiques, a fait place au libéralisme politique des "royaumes indépendants" de parlementaires qui agissent comme des souverains dans leurs mandats électoraux, dans un pur esprit grégaire.

La dépendance à l'égard des grands appareils (syndicaux, électoraux) et le rythme des élections ont eu la fin la plus probable : l'hégémonie du crétinisme parlementaire et de l'électoratisme à court terme, visant à maintenir les positions déjà acquises. Le caractère même de la "représentation de classe" a été perdu, avec la crise du mouvement ouvrier - le syndicalisme est en lambeaux - et le manque de renouvellement du leadership populaire.

Les mouvements

Du point de vue des mouvements, deux constats s'imposent.

D'une part, **les mouvements historiques**, à l'origine du camp démocratique-populaire, ont perdu tout dynamisme et sont devenus, au mieux, des coopératives économiques avec un rôle important de propagande idéologique (MST) ou, au pire, des institutions bureaucratiques sans rôle politique (cas du mouvement étudiant représenté par l'UNE).

D'autre part, **le syndicalisme** n'a jamais été aussi mal en point, avec des taux de syndicalisation aussi bas. Le coup d'État de Michel Temer³ sur la réforme du travail a réduit à néant ses moyens de financement.

Les nouveaux mouvements qui émergent en dehors du PT sont accueillis avec suspicion, voire répression. Un cas emblématique a été celui de juin 2013, lorsque le gouvernement de São Paulo (dirigé par un maire PT) a été incapable de dialoguer avec un mouvement pour la gratuité des transports publics (MPL) qui s'appuyait sur les drapeaux du PT des années 1980 ! En général, les mouvements les plus jeunes et les plus intéressants sont distants ou même hostiles au PT.

La relation avec l'État

Enfin, la relation avec l'État a suivi un parcours typique : de la critique radicale à la défense de l'ordre. Le pétisme a été considéré comme le principal obstacle au fascisme, précisément parce qu'il était capable de recueillir le soutien populaire et qu'il était "critique" à l'égard de la défense de l'ordre qui a vu le jour à la fin de la dictature militaire. Il n'y a plus de programmes d'État ni de plans de réforme, mais une restauration de ce qui est considéré, avec une nostalgie naïve, comme le beau consensus démocratique d'avant l'avènement de Bolsonaro. Les principales "décisions" politiques sont des réformes exigées par le marché financier pour mieux gérer le triste et obscène capitalisme brésilien.

IV - La deuxième singularité : le fascisme de Bolsonaro

Juin 2013 a marqué le début de la "crise de la Nouvelle République" et l'entrée en scène d'un nouvel acteur politique pertinent et décisif dans le pays : **la nouvelle droite**. Il convient toutefois d'être prudent à cet égard. En général, le récit officiel du PT est que 2013 a été un mouvement de droite de la classe moyenne réactionnaire contre des gouvernements progressistes. Il s'agit d'un réductionnisme politiquement opportun.

À cette occasion, après que plusieurs manifestations de jeunes organisées au sein d'un mouvement de gauche appelé *Movimento Passe Livre* (MPL) - dont l'objectif était de stopper l'augmentation des tarifs des bus, dans le but d'atteindre un jour la gratuité des transports - aient été sauvagement réprimées par la police de São Paulo, une **explosion sociale inattendue** s'est emparée du pays. S'agit-il d'un véritable événement ? D'après les caractéristiques formelles, tout indique que oui : imprévisible, explosif, contagieux, générant l'enthousiasme de personnes qui jusqu'alors ne s'intéressaient même pas à la politique et qui ont commencé à protester et à se sentir comme les véritables autorités souveraines du pays.

Une série de revendications pulvérisées, visant de manière générale à améliorer les services publics et à mettre fin à la corruption, a envahi les rues. Un carnaval spontané, sans grande organisation et facilement coopté par des agendas réactionnaires (un nationalisme antiparti et principalement antiparti, ressuscitant le vieil anticommunisme) a été lu par les théoriciens des "foules" et les intellectuels "autonomistes" comme la véritable éclosion du printemps, annonçant la fin ultime de la forme parti et l'annonce de l'horizontalité dans les réseaux et les mouvements sans direction.

Cette **atmosphère festive et fortement dépolitisée**, malgré de nombreuses bonnes intentions, a été lue sous le plus mauvais jour par les pouvoirs publics. Le gouvernement fédéral, dirigé par le PT, a fait de vagues promesses (dont une réforme politique qui n'a jamais été qu'une intention) et n'a pas su mobiliser l'énergie de la rue pour approuver quoi que ce soit de différent ou qui marque une réforme urbaine

³ Président de la République après la destitution de Dilma Rousseff en mai 2016

(après tout, une grande partie des revendications était due à une véritable révolte contre une vie urbaine chaotique et coûteuse).

Quelles ont été **les conséquences de l'essoufflement du mouvement** à une échelle nationale sans précédent ? Une grande partie de la gauche anarchiste s'est radicalisée en misant sur des tactiques de déprédation (les "black block"), très médiatiques mais politiquement assez inoffensives, et sur des conflits avec la police. La tentative de la "gauche traditionnelle" d'unifier les mouvements avec les revendications des centrales syndicales a mal tourné. La partie la plus prometteuse s'est engagée dans les nouveaux mouvements de logement urbain (comme le *Mouvement des travailleurs sans-abri*, MTST, dirigé par Guilherme Boulos), ou même dans des agendas contre la violence policière dans les périphéries (la campagne "*Où est Amarildo ?*"). Un écho de cet esprit a également été observé dans le mouvement national d'occupations d'écoles par des étudiants contre la "restructuration" des écoles (en réalité, la fermeture d'unités scolaires) en 2016.

Toutefois, la conséquence la plus visible a été **le renouveau de la droite brésilienne**. L'utilisation d'une rhétorique nationaliste, dans le sens de "*tous unis contre la corruption*", fortement opposée aux partis politiques, en particulier le PT, identifié comme le principal nom de "l'ordre" corrompu, l'appel antisystème et le caractère antiétatique, ont été à nouveau déclenchés en 2015 et 2016 par de forts mouvements en faveur de la chute du gouvernement du PT. Ce mouvement, naïvement exploité par ceux qui pensaient en être les leaders naturels (le PSDB d'Aécio Neves, battu aux élections de 2014), est la véritable marque du néofascisme brésilien. Il a été précédé par des années de préparation idéologique systématique et patiente, avec l'explosion des maisons d'édition de droite, des journaux réactionnaires, de l'agitation anticommuniste, etc. Le "philosophe" Olavo de Carvalho et ses élèves, propagateurs d'un anticommunisme viscéral, ainsi que de l'école autrichienne d'économie (Mises, Hayek), ont fait tourner la tête de nombreux jeunes présents au mouvement, en raison de leur critique sans concession de l'"étatisme" marxiste, automatiquement associé au PT, qui était déjà à la tête de l'État depuis plus de dix années ininterrompues.

Nous devrions parler d'"udénisme transcendantal" pour caractériser **la conjoncture historique qui a donné naissance au nouveau fascisme brésilien**. Pourquoi l'udénisme ? Il s'agit d'une référence à l'UDN (Union démocratique nationale), principal opposant aux gouvernements travaillistes de Getúlio Vargas et de João Goulart dans les années 1950 et 1960, et agitateur des campagnes de coup d'État basées sur des accusations de corruption. La similitude logique est frappante ! Bien sûr, il s'agit de situations très différentes lorsqu'on les analyse de plus près, mais il faut savoir lire les similitudes structurelles répétitives.

L'UDN, dirigée par Carlos Lacerda, a mené l'opposition à João Goulart et au coup d'État de 64, croyant que les militaires allaient bientôt rendre le pouvoir après avoir balayé les "communistes" et qu'ils pourraient enfin gouverner le pays en paix. Le PSDB en est arrivé à la même conclusion : en soutenant des coups d'État fondés sur des accusations de banales manœuvres fiscales et budgétaires (malgré la forte campagne anticorruption, ce qui a légalement motivé l'impeachment, ce sont les soi-disant "*pedaladas fiscais*", des actes comptables que tous les gouvernements pratiquaient), ils pensaient qu'ils seraient bientôt hissés au niveau du gouvernement fédéral. Comme l'UDN, ils ont été engloutis par le monstre qu'ils avaient inventé.

Quatre idées

Cette logique udéniste repose sur un quatuor d'idées intriquées.

Le problème unique du Brésil, qui l'empêche d'être prospère, est **la corruption**, favorisée par la taille de l'État et par les "politiciens" dans les entreprises publiques. La crise économique découle nécessairement d'une crise des valeurs.

Cette corruption est favorisée par **les "rouges" amoraux**, qui veulent se perpétuer au pouvoir, et visent même à soumettre le Brésil à des desseins étrangers et internationaux (en 2016, il était courant de parler de la conspiration du "Forum de São Paulo", dirigé par le Venezuela et Cuba, contre les pays de la région).

Face à cette situation calamiteuse, le seul recours reste **les grandes manifestations nationalistes contre les Rouges**, affichant un interlope salvateur, représenté par quelque acteur certifié moral (les Forces armées, le juge super-héros Sergio Moro...).

C'est dans cet environnement politique qu'est né **le néofascisme brésilien**, composé d'une myriade de forces différentes, voire opposées, mais qui se sont toutes unifiées autour du même leadership populaire de Jair Bolsonaro. Connu pour sa défense de l'héritage le plus sombre de la dictature (torture et disparitions) et pour son style "politiquement incorrect" - en fait, une série de platitudes réactionnaires en défense de la morale et des bonnes manières - qui a fait de lui un favori des talk-shows sensationnalistes, il était un membre du Congrès avec une longue carrière marquée par l'insignifiance dans ce que l'on appelle le "bas clergé" du Congrès.

Il faut noter que, contrairement au fascisme classique, Jair Bolsonaro n'a pas réussi à organiser un parti discipliné, ce qui l'a amené à s'appuyer sur **les Forces armées, véritable Parti en uniforme**, en plus d'un militantisme vert-jaune organisé via les réseaux sociaux et les leaders capillaires (leaders religieux et communicants sur les réseaux sociaux).

Contrairement à ce que croient les optimistes, il s'agit d'un phénomène politique, idéologique et de masse, sans date de péremption visible, structuré avec une seule fonction : détruire la Nouvelle République et tout ce qu'elle représente, en particulier son "gauchisme", représenté par la prédominance du PT. Quel serait son projet d'État idéal ? On ne le sait pas, mais il s'agirait certainement d'une sorte de réorganisation autoritaire. Contrairement au nazi-fascisme classique, il n'y a pas de doctrine très claire - il n'y a de clarté que du côté destructeur - ni de vision globale du monde, à l'exception de clichés religieux et anticommunistes. De même, contrairement à la dictature militaire et au fascisme, il n'y a pas d'antilibéralisme économique. Au contraire, Bolsonaro a adopté un programme ultra-libéral, représenté par son ministre Paulo Guedes, afin de séduire les marchés financiers, ce qui lui garantit des points du côté des riches mais entrave un gouvernement de réalisations populaires.

Bolsonaro est actuellement assailli par les enquêtes du STF ⁴ sur son coup d'État ouvert (il a ouvertement fait campagne contre les urnes et le résultat des élections, en plus de planifier un coup d'État qui n'a pas fonctionné) et son banditisme plutôt vulgaire (il a même volé des bijoux). Mais **le bolsonarisme reste la force la plus mobilisée et la plus mobilisatrice du pays**. Le mouvement bolsonariste est apparu comme une réaction obscurantiste au pétisme tandis que la force du gouvernement Lula réside dans la "réaction à la réaction", soit une unité quelque peu lâche, sans vision claire de l'avenir, contre le mouvement grotesque, qui a été capable de catapultier un aventurier complet à la présidence, même avec plusieurs facteurs jouant contre lui en 2018 (manque de temps de télévision et de soutien de la part du parti, par exemple).

Les forces qui ont soutenu Lula en 2022 tentent, contre leur tendance naturelle, de créer un paradoxal "bolsonarisme modéré", représenté par la figure du gouverneur de São Paulo, Tarcísio de Freitas. Cela démontre la précarité et la fragilité du "front démocratique" : dès que les excès bavards et aventureux du bolsonarisme seront contenus (une nouvelle dictature n'est dans l'intérêt de personne, sauf des hallucinés de l'agrobusiness les plus extrêmes), l'ampleur de la coalition qui a élu Lula sera défaite.

V - Orientations futures

Le ton de ce texte peut paraître trop pessimiste à certains, voire défaitiste. Nous écartons ces accusations : si nous avons peu d'espoir de "restaurer" la prétendue paix démocratique du consensus de la Nouvelle République, nous pensons qu'il **existe d'innombrables initiatives** qui vont dans des directions différentes, même si elles sont très embryonnaires.

L'un des phénomènes idéologiques les plus intéressants de ces derniers temps est la grande popularité que **les influenceurs communistes** ont acquise sur les réseaux sociaux, avec des canaux très visuels et la capacité d'influencer le débat politique. Bien que très marquée par une adhésion plus idéologique - souvent nostalgique et dans certains cas non critique - que politique, axée sur la défense de l'héritage des expériences socialistes passées, **l'intérêt politique de la nouvelle génération pour les idées radicales et non standard** est remarquable. Même une certaine réhabilitation de Staline - de manière quelque peu caricaturale et problématique - indique qu'il est possible d'échapper à la banalité d'une gauche caractérisée par des vices libéraux.

Cette nouveauté est associée à une contradiction générée par les gouvernements du PT : l'expansion des universités a permis à de nombreux jeunes prolétaires de devenir des intellectuels, formés même à

⁴ Tribunal Fédéral Suprême

la littérature marxiste, sans qu'il n'y ait d'emploi garanti ou de carrière stable pour chacun d'entre eux. Le mélange de l'expérience concrète de la classe prolétarienne avec la formation politique et l'inadaptation à un ordre qui offre peu de perspectives peut être explosif et continuera certainement à porter des fruits inattendus.

La situation idéologique des jeunes est donc favorable aux idées communistes. Il faut dépasser les vices et les limites, notamment le caractère idéologique ou la formation doctrinale déconnectée des problèmes politiques concrets, pour faire un saut qualitatif dans cette dynamique. Une façon de le faire est de populariser les idées du courant maoïste des années 1960 et 1970, qui sont peu connues au Brésil. Selon nous, la critique du socialisme soviétique par Mao Zedong, ainsi que l'expérience (certes ratée) de la Révolution culturelle, sont très peu connues au Brésil. Ici, les "années rouges" (les années 1960 et 1970) ont été davantage marquées par **l'influence du guévarisme** que par l'influence idéologique et politique des aspects les plus radicaux et novateurs du maoïsme. Pour compliquer les choses, les organisations maoïstes brésiliennes sont généralement influencées par le dogmatisme violent du Sentier lumineux. C'est également pour cette raison que nous avons organisé un cours numérique sur la pensée de Mao Zedong, qui a eu un bon impact.

Un autre moyen consiste à **revisiter l'histoire du Brésil** afin de surmonter l'endoctrinement abstrait. Un effort important pour connaître la réalité nationale, l'histoire des luttes populaires au Brésil et en Amérique latine, doit être entrepris afin de reconnecter nos problèmes actuels non résolus avec les efforts des générations passées. Il convient en particulier de prêter attention aux initiatives des groupes qui ont fait l'autocritique de la lutte armée sans toutefois s'engager dans le légalisme électoral et "démocratique", ce qui les a amenés à orienter leur attention et leurs actions vers le travail de masse dans les années 70 et 80. Ces initiatives, en particulier celles qui visent **l'éducation populaire** (dans laquelle nous devrions également apprendre des méthodes des militants catholiques) et l'assistance et l'extension universitaire (les diverses expériences de liaison des étudiants universitaires avec le peuple, développées au fil des ans), méritent d'être étudiées attentivement.

Toujours sur un plan plus directement idéologique, il est nécessaire de pointer des conceptions très populaires mais nuisibles :

- a. Le mouvementisme et le "fédéralisme", qui considèrent que la somme de luttes segmentées (race, genre, orientation sexuelle, etc.) ou de mouvements sectoriels peut fournir une certaine alternative politique. La **critique de l'idéologie des "mouvements sociaux"** devrait montrer à quoi cela a conduit après tant d'années de division traditionnelle du travail (les mouvements font de la lutte sociale et les partis font de la politique) : renforcer les tendances néfastes du pétisme.
- b. Le "socialisme démocratique", épousé par le PSOL de Guilherme Boulos et des revues telles que *Jacobin*. En pratique, il s'agit d'une tentative de **"retour aux origines" du PT authentique**, sans tenir compte du fait que le mauvais usage et la mauvaise définition du mot "démocratie" ont conduit à d'innombrables illusions et déviations dans le PT. Dans le cas de Boulos, il y a une tentative de répéter l'expérience du PT, sans les mêmes qualités originales (la montée des mouvements populaires et ouvriers dans les années 80). La critique du crétinisme électoral implicite dans ces conceptions doit être ferme.
- c. Doit être ferme également la **critique de la vision "antifasciste"** qui compte rebondir face à la force politique bolsonariste laquelle est en position de force électoralement. Ce type de vision ne peut que conduire à la peur de l'innovation et de la création de nouvelles alternatives politiques.

Sur un plan plus directement organisationnel, les conditions ne sont pas encore réunies pour de grandes organisations de masse ou des forces centripètes (comme l'était le PT à ses débuts). Cela dépendra d'événements imprévisibles et de la renaissance des mouvements populaires. Cependant, il existe déjà des initiatives extrêmement intéressantes qui **relient l'intelligentsia aux secteurs populaires**. Ce lien de masse, actuellement très précaire, est une condition indispensable à toute renaissance politique.

L'un d'entre eux est le "*cursinhos populares*"⁵, qui vise à offrir des cours gratuits dans les favelas et les banlieues. Ils sont nombreux à se populariser et à se développer. Bien que leur contenu soit limité en raison de l'accent mis sur les examens d'entrée à l'université, ils constituent un moyen important de créer des liens de masse.

D'autres mécanismes intéressants de ce type sont les expériences de "cuisines solidaires" et d'autres formes d'assistance sociale à la manière des "Black Panthers", avec des réseaux de solidarité face aux

⁵ « *cours populaires* »

demandes les plus urgentes de la vie quotidienne. Cependant, ils doivent toujours être accompagnés d'un réel effort de politisation, afin qu'ils ne se transforment pas en simple philanthropie ou en clientèle exploitée par des personnes désireuses de faire une carrière électorale.

Enfin, **deux des expériences les plus récentes de notre époque** sont les tentatives d'auto-organisation des chauffeurs d'applications de plateforme, avec des grèves et la formation de dirigeants clairement conscients de l'exploitation, malgré la forte présence de l'"entrepreneuriat", et le rejet des horaires de travail 6 x 1 (c'est-à-dire six jours de travail et un jour de repos), qui sont présents dans les mouvements de jeunes gens fatigués d'une vie consacrée uniquement à un travail ennuyeux et dépourvu de sens. Même s'il s'agit de mouvements "réformistes", ils permettent des expériences de lutte qui, si elles réussissent, pourraient ouvrir des marges pour l'accumulation de forces vers quelque chose de nouveau - en particulier si une campagne pour réduire la journée de travail au niveau national ou des réglementations du travail progressistes sont couronnées de succès. Il y a des raisons d'être optimiste chaque fois que le rythme de travail éreintant et exploiteur est rejeté !

Osez lutter, osez vaincre !

● ● ●